

**Septième Conférence des États parties
chargée de l'examen de la Convention
sur l'interdiction de la mise au point,
de la fabrication et du stockage des
armes bactériologiques (biologiques)
ou à toxines et sur leur destruction**

20 décembre 2011

Français

Original: anglais

Genève, 5-22 décembre 2011

Point 10 de l'ordre du jour

**Examen du fonctionnement de la Convention,
conformément à son article XII**

**Application intégrale, effective et non discriminatoire
de l'article X**

Document soumis par la République islamique d'Iran

I. Introduction

1. L'importance de la coopération internationale dans le domaine de l'emploi d'agents bactériologiques (biologiques) et de toxines à des fins pacifiques pour la mise en œuvre effective et complète de la Convention a été reconnue dès l'élaboration de cet instrument. Lors des précédentes conférences d'examen, les États parties ont pris des décisions en vue de l'application de l'article X.

2. Tous les instruments internationaux relatifs au désarmement et à la limitation des armements, y compris la Convention sur les armes biologiques, établissent un équilibre fragile entre les droits et les obligations des États. Par conséquent, les volets tant réglementaire qu'incitatif de tous ces instruments devraient être mis en œuvre et renforcés de manière équilibrée et non discriminatoire.

3. L'article X, qui constitue l'un des piliers de la Convention sur les armes biologiques, dispose ce qui suit: «Les États parties à la présente Convention s'engagent à faciliter un échange aussi large que possible d'équipements, de matières et de renseignements scientifiques et techniques ayant un rapport avec l'emploi d'agents bactériologiques (biologiques) et de toxines à des fins pacifiques et ont le droit de participer à cet échange. Les Parties à la Convention qui sont en mesure de le faire coopéreront également en apportant, individuellement ou en commun, avec d'autres États ou des organisations internationales, leur concours à l'extension future et à l'application des découvertes scientifiques dans le domaine de la bactériologie (biologie), en vue de la prévention des maladies ou à d'autres fins pacifiques. La présente Convention sera appliquée de façon à éviter toute entrave au développement économique ou technique des États parties à la Convention ou à la coopération internationale dans le domaine des activités bactériologiques (biologiques), y compris l'échange international d'agents bactériologiques (biologiques) et de toxines, ainsi que de matériel [...] à des fins pacifiques conformément aux dispositions de la Convention.».

II. Problèmes actuels en matière de coopération internationale

4. Compte tenu de l'évolution scientifique et technologique rapide observée dans le domaine des sciences de la vie, il est nécessaire de renforcer la coopération internationale entre les États parties afin de réduire les écarts qui ne cessent de grandir dans les domaines de la biotechnologie, du génie génétique et de la microbiologie, ainsi que dans des domaines apparentés.

5. Ces écarts sont une source de grave préoccupation et il faut donc que tous les États parties, en particulier ceux qui disposent de biotechnologies de pointe, adoptent des mesures positives pour promouvoir les transferts de technologie et la coopération internationale, sur un pied d'égalité et sans discrimination, en particulier avec les pays en développement.

6. La mise en œuvre insuffisante de l'article X empêche les États parties peu développés ou en développement de réaliser leurs programmes biologiques à caractère pacifique qui visent notamment à prévenir, combattre, éliminer et éradiquer les maladies transmissibles.

7. Le fait d'imposer des restrictions et/ou des limites excessives aux transferts de connaissances spécialisées, de matières et d'équipements nécessaires pour promouvoir le renforcement des capacités en matière de surveillance, de dépistage, de diagnostic et de confinement des maladies transmissibles, y compris la production de vaccins et d'autres matières biologiques, est considéré comme une violation systématique et flagrante de l'article X. Néanmoins, l'application de cet article fondamental par certains États parties fait malheureusement l'objet de considérations d'ordre politique, en violation des dispositions de la Convention.

8. Les États parties à la Convention ont le droit de soumettre les cas de refus de transfert à l'Unité d'appui à l'application pour qu'elle les examine plus avant.

III. Recommandations et décisions de la Conférence d'examen

9. Dans ces conditions, la Conférence devrait confier à un mécanisme efficace le traitement de la question de la mise en œuvre intégrale, efficace et non discriminatoire de l'article X. Un examen systématique et périodique de l'application de cet article est nécessaire. À cet égard, la Conférence devrait décider que l'examen aura lieu lors de la réunion annuelle des États parties, au titre d'un point permanent de l'ordre du jour.

10. La Conférence devrait décider que l'examen de l'application intégrale, efficace et non discriminatoire de l'article X comprend notamment l'adoption d'un plan d'action fondé sur les mesures suivantes:

a) Déterminer et prendre en charge les besoins des États parties en termes d'équipement, de matières et d'informations scientifiques et techniques en vue de l'utilisation à des fins pacifiques d'agents bactériologiques (biologiques) et de toxines;

b) Recenser et lever toutes les restrictions et/ou limitations excessives qui entravent l'application intégrale, efficace et non discriminatoire de l'article X de la Convention, y compris en recourant à l'Unité d'appui à l'application pour traiter les cas de refus d'États parties;

c) Mobiliser les ressources nécessaires, notamment les ressources financières, pour favoriser le plus possible les échanges d'équipements, de matières et d'informations scientifiques et techniques en vue de l'utilisation à des fins pacifiques d'agents

bactériologiques (biologiques) et de toxines, notamment entre États parties développés et États parties en développement;

d) Coordonner la coopération avec les autres organisations internationales et régionales compétentes en vue d'appuyer par des moyens financiers et technologiques l'utilisation à des fins pacifiques d'agents bactériologiques (biologiques), de toxines, de matières et d'équipements;

e) Créer une base de données permettant notamment de soumettre des offres ou demandes d'assistance dans divers domaines visés par l'article X, qui serait gérée par l'Unité d'appui à l'application;

f) Mettre en place des procédures de règlement des différends découlant de préoccupations relatives à l'application de l'article X. À cet égard, il faudrait mettre au point un mécanisme chargé de traiter la question du règlement des différends découlant du refus de transfert. Dans un premier temps, les États parties doivent avoir le droit, dans le cadre de ce mécanisme, de soumettre les cas de refus à l'Unité d'appui à l'application. L'Unité d'appui à l'application est chargée d'établir un rapport sur tous les cas de refus. Les États parties concernés feront tout leur possible pour régler entre eux la situation au moyen de consultations et de clarifications. L'affaire sera renvoyée devant un comité permanent lorsque le processus de consultations et de clarifications n'aura pas permis de régler la situation. Le comité devrait être composé de représentants de gouvernements ayant l'expérience et les compétences nécessaires, dûment qualifiés et nommés sur la base d'une répartition géographique équitable.
